



DIARIO

DEL GOBIERNO DE CATALUÑA^{ca} Y DE BARCELONA,

Del Martes , 9 de Octubre de 1810.

San Dionisio Areopagita : y santos Rústico y Eleuterio , mártires.

Las quarenta horas están en la iglesia parroquial de san Pedro : se expone á las nueve de la mañana , y se reserva á las cinco de la tarde.

DIA	TERMÓMETRO.	BARÓMETRO.	VIENTOS Y ATMOSFERA
7 á las 11 de la noche.	15 grad.	28 p. 1 l.	4 S. O. sereno.
8 á las 6 de la mañana.	14	28 x	Idem nubes.
8 á las 2 de la tarde.	17	28	2 Idem.

RUSSIE.

Petersbourg 3 Août.

Ukase de S. M. l'Empereur de Russie, relativement aux bâtimens neutres.

Le conseil d'Etat, après avoir examiné, en assemblée générale, les opinions des départemens réunis au sujet des bâtimens neutres, conformément à la note remise par le chancelier de l'Empire, a arrêté ce qui suit:

1.^o Lorsqu'un bâtiment et sa cargaison auront été déclarés neutres fausement, celui qui en aura fait la dénonciation recevra pour récompense un tiers du prix que la vente de la cargaison produira; 2.^o le bâtiment et la cargaison seront vendus aussitôt après que le ministre du com-

RUSIA.

Petersburgo 3 de Agosto.

Ukase de S. M. el Emperador tocante á las embarcaciones neutrales.

El consejo de Estado despues de haber examinado en junta general los votos de los departamentos juntados sobre asunto de embarcaciones neutrales, conforme á la nota que remitió el chanciller del Imperio, ha decretado lo siguiente:

1.^o Quando una embarcacion y su cargamento serán falsamente declarados neutrales, el que los denunciare tendrá en recompensa un tercio del valor que se sacare de la venta del cargamento; 2.^o la embarcacion y el cargamento se venderán luego que el ministro del comercio ha-

merce aura porté l'affaire devant le conseil d'Etat, et que celui-ci en aura décidé; 3.^o quiconque sera accusé d'avoir fait usage de faux papiers, pourra porter ses plaintes devant le ministre du commerce, qui en réfèrera au conseil d'Etat, conformément à l'ukase du 18 Juin 1809; 4.^o pour faire des remontrances sur la décision, on accorde à l'accusé un terme de sept jours, à compter du jour où la décision de la commission sera venue à sa connaissance; et pour porter des plaintes, on lui accorde dix jours pour ici, trente jours pour Archangel, cinquante jours pour les tribunaux de commerce d'Odesse et de Tangarock, à compter du jour où il aura notifié son mécontentement de la décision du conseil d'Etat.

Cet arrêté du conseil d'Etat est daté du 27 Mai 1810, et signé par S. M. I.

Qu'il soit ainsi.

ALEXANDRE.

hiere pasado el expediente al consejo de Estado, y este hubiere decidido; 3.^a cualquiera que fuere acusado de haberse valido de papeles falsos, podrá hacer su queixa ante el ministro de comercio, que informará al consejo de Estado al tenor del ukase del 18 de Junio de 1809; 4.^a para hacer representaciones acerca la decision se concede al acusado la dilacion de siete dias, contaderos del dia en que hubiere llegado à su noticia la decision de la comision; y para formar queixa se le conceden diez dias por acá, treinta por Arcángel, cinquenta por los tribunales de comercio de Odesa y Tangarock, contaderos del dia en que hubiere notificado su descontento de la decision del consejo de Estado.

Este decreto del consejo de Estado es fecho de 27 de Mayo de 1810, y firmado de S. M. I.

Que sea así.

ALEXANDRO.

NOTICIAS PARTICULARES DE BARCELONA.

NOUS, Général de Division, Comte de l'Empire, Grand-Officier de la Légion d'honneur, Chevalier de la Couronne de fer, et Grand Dignitaire de l'ordre des deux Siciles, Gouverneur de la Ville et des forts de Barcelonne.

Les plaintes nombreuses qui nous sont parvenues sur le faux titre de l'or et de l'argent ouvrages, exposé en vente, nous a déterminés à nous faire rendre compte des moyens employés jusqu'à ce moment, pour arrêter les abus qui exposent chaque jour les particuliers à devenir victimes de la mauvaise foi.

Les renseignements que nous avons obtenus nous ont fait juger de la nécessité de changer la forme d'administration de cette partie, et de la recréer sur les bases adoptées en France, avec les modifications qu'exigent le pays et les circonstances.

En conséquence, avons arrêté ce qui suit:

Art. Ier. Il sera établi à la maison at-

NOS, el General de Division, Conde del Imperio, Gran Oficial de la Legion de honor, Caballero de la Corona de Hierro y Gran Dignitario de la orden de las Dos-Sicilias, Gobernador de la Ciudad y fortalezas de Barcelona:

Las numerosas quejas que se nos han dado acerca la falsificacion de la ley de oro y plata labrados que se tienen para vender, nos han determinado à hacer que se nos diese cuenta de los medios de que hasta al presente se ha usado para contener los abusos que cada dia exponen à los particulares, à que sean victimas de la mala fe.

Las noticias que se nos han dado han hecho juzgar de quan necesario era el mudar de forma de administracion sobre este particular, y crearla de nuevo sobre las bases adoptadas en Francia, con las modificaciones que exigen el pais y las circunstancias.

Por consiguiente hemos decretado lo siguiente:

Art. I. Se establecerà en la casa con-

venant à l'hôtel des bureaux de l'Intendance un bureau de contrôle pour déterminer le titre des matières d'or ou d'argent fabriquées.

II. Dans les quarante huit heures , à compter de la publication du présent arrêté , tout orfèvre , bijoutier , joallier ou toute autre personne travaillant ou vendant l'or ou l'argent fabriqué , sera tenu de présenter , à M. l'Intendant, l'inventaire de ses marchandises ouvrées ou en fabrication , avec la dénomination du titre et du poids des pièces.

III. Les pièces qui auront été présentées devront être soumises au contrôle dans la quinzaine qui suivra la déclaration ordonnée en l'article précédent. Les contrevens seront condamnés au peines ci-après mentionnées.

IV. Les personnes désignées en l'article deux devront inscrire sur un registre , coté et paraphé à cet effet par Mr. le Commissaire-général de police , toutes les ventes et tous les achats relatifs à leur commerce. Ce registre étant particulièrement destiné à mettre un frein aux vols qui se commettent , nulle personne faisant le commerce d'or ou d'argent ne pourra acheter qu'après s'être assuré des droits du vendeur , dont il devra inscrire le nom et la demeure sur ledit registre , sous peine par l'acquéreur d'être obligé à restitution.

V. L'or ne pourra être travaillé qu'aux titres de 18 , 20 ou 22 carats.

Le titre de l'argent sera de 10 deniers 21 grains , qui est celui de Barcelonne.

VI. Chaque titre aura un poinçon différent qui , outre l'effigie , portera en chiffre le taux du titre auquel il sera affecté.

Deux autres poinçons seront destinés à marquer les petits objets , soit en or , soit en argent.

VII. Le droit qui se percevra sera de 8 piécettes par once d'or ou par marc d'argent ; chaque marc pesant huit onces.

VIII. Chaque orfèvre devra avoir son poinçon particulier , portant une effigie différente , placée au-dessus de ses lettres

rigua à los despachos de la Intendencia una oficina de contraste , para determinar la ley de las materias de oro ó plata labradas.

II. Dentro el término de quarenta y ocho horas , contaderas de la publicación del presente decreto , todo platero , joyero , ó qualquier otro individuo , que trabaje ó venda oro ó plata labrados , estará obligado à presentar al Intendente el inventario de sus mercaderías labradas ó que se están labrando , con la denominación de la ley y peso de las piezas.

III. Los piezas que se presentaren deberán estar sujetas al contraste dentro el término de quinze días después de hecha la declaración que se manda en el artículo antecedente. Los contraventores incurrirán en las penas que luego se dirán.

IV. Los individuos indicados en el artículo segundo , deberán escribir en un libro de asiento foliado y rubricado para dicho efecto por el Comisario general de policía , todas las ventas y compras relativas à su comercio. Como dicho registro està particularmente destinado à poner freno à los latrocinios que se cometen , ningun individuo que haga comercio de oro ó plata podrá comprarlo sino después de estar seguro del justo derecho del vendedor , cuyo nombre y habitación deberá anotar en el registro ; so-pena que el comprador queda obligado à restituir.

V. No se podrá labrar oro sino à la ley de 18 , 20 ó 22 quilates.

La ley de la plata será de 10 dineros y 21 grano , que es la ley de Barcelona.

VI. Cada ley tendrá un punzon diferente , que à mas de la figura , traerá en cifra la tasa de la ley que se le destinara.

Habrà destinados dos otros punzones para marcar los objetos pequeños tanto de oro como de plata.

VII. El derecho que se exigirá será de ocho pesetas por onza de oro , ó por marco de plata ; contando cada marco de peso de ocho onzas.

VIII. Cada platero deberá tener su punzon particular que trayga su figura diferente , colocada sobre sus letras in-

initiales. Il devra se faire inscrire sur un registre qui sera déposé au bureau de fonds de l'Intendance, ainsi qu'une lame de cuivre destinée à recevoir et à constater les empreintes des différens poinçons.

IX. Tout objet travaillé, soit en or, soit en argent, et portant un poinçon étranger, devra être également présenté à la marque, mais il ne paiera que la moitié du droit.

X. Tout contrevenant aux articles ci-dessus sera condamné, outre la confiscation, à payer double droit.

XI. Tout receleur de pièces non marquées sera condamné aux peines portées en l'article 10.

XII. Toute pièce qui, étant en fabrication, sera trouvée être à un faux titre, sera confiscuée, et l'ouvrier condamné à une amende triple de la valeur de la pièce.

XIII. Mr. l'Intendant et Mr. le Commissaire-général de police demeurent chargés de surveiller l'exécution du présent arrêté chacun en ce qui le concerne.

Barcelonne, 8 Octobre 1810.

Le Général de division, Gouverneur,
MAURICE MATHIEU.

Pour copie conforme,
Signé, PARIS-LASPLAIGNES

Sirvient.

Una jóven de 17 años, desea encontrar casa para servir de criada; sabe regularmente todos los que hacerle del gobierno de ella; tiene persona que la abo-

THÉÂTRE FRANCAIS.

L'école des femmes, comédie en 5 actes et en vers, de Molière; précédée du *Prêtreur sur gages*; vaudeville en un acte.

iciales. El mismo deberá hacérsele alistar en un libro de asiento que estará depositado en el despacho de fondos de la Intendencia, como tambien una plancha de arambre destinada para que se impriman en ella, y justifiquen las marcas de los diferentes punzones.

IX. Todo objeto labrado sea de oro, o bien de plata, y que trayga un punzon extrangero, deberá tambien presentarse a la marca; pero no pagará sino la mitad del derecho.

X. Todos los que contravinieren a los artículos arriba dichos, incurrirán en la pena, a mas de la confiscacion, de pagar el derecho duplicado.

XI. Qualquiera que ocultare piezas que no sean marcadas incurrirá en las penas puestas en el artículo 10.

XII. Toda pieza que estando labrándose se halle no ser de buena ley, será confiscada, y el artífice pagará una multa triplicada del valor de la pieza.

XIII. El Intendente, y el Comisario general de policia, quedan encargados de zelar en lo que a cada uno de ellos pertenece el cumplimiento del presente decreto.

Barcelona 8 de Octubre de 1810.

El General de division Gobernador,
MAURICIO MATHIEU.

Por copia concordada,
Firmado, PARIS-LASPLAIGNES.

na: dará razon Maria Angela Gispert, calle del Conde del Asalto, en la travesia de san Ramon, casa núm. 2, segundo piso.

TEATRO FRANCES.

La escuela de las mugeres, comedia en cinco actos y en verso, de Moliere; precedida del *prestador sobre prendas*, zarzuela en un acto.

BARCELONA, EN LA IMPRENTA DEL GOBIERNO.